

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Toulouse-Blagnac

La Cour administrative d'Appel de Paris a annulé le 16 avril la privatisation de l'aéroport de Toulouse-Blagnac en raison d'un vice substantiel de procédure, « le ministre chargé de l'économie [ayant] méconnu les dispositions du cahier des charges ». Ce ministre n'est autre qu'Emmanuel Macron, qui avait décidé en 2014 de vendre l'aéroport à une société chinoise, en présentant l'opération comme une simple ouverture du capital. Mensonge éhonté : les actionnaires chinois se sont vu reconnaître tout pouvoir par un pacte secret, révélé par *Mediapart*. De fait, les Chinois ont siphonné les caisses puis cherché à revendre l'aéroport en réalisant une énorme plus-value.

La décision de la justice administrative constitue une première victoire pour les syndicats et les associations qui militent contre la privatisation de Toulouse-Blagnac et qui vont maintenant porter l'affaire devant le Tribunal de commerce, afin d'obtenir l'annulation de la vente. Les citoyens qui s'opposent à la privatisation d'Aéroports de Paris s'en trouvent encouragés dans leur campagne, commencée par une pétition sur change.org qu'il est urgent de signer si ce n'est déjà fait.

De Gaulle

L'homme des révolutions

Cinéma

J'veux
du soleil !

p. 2

Essai

La haine
antisémite

p. 8

Sous le gilet, la plage

On ne peut comprendre la colère exprimée par les Gilets jaunes sans s'intéresser à leur sort. Avec *J'veux du soleil* !, à l'écran depuis le 3 avril, Gilles Perret et François Ruffin déconstruisent les clichés dans lesquels pouvoir politique et « grands » médias tentent d'enfermer le mouvement.

Ils s'appellent Marie, Cindy, Serge, Khaled ou bien Marcel. Sur les ronds-points, à la croisée des routes de province, ils tentent d'empêcher l'avancée du rouleau-compresseur macronien. Au milieu du mois de novembre, lorsque apparaissent les Gilets jaunes, personne ne croit vraiment en eux, à commencer par les syndicats. Dans la toute première séquence de *J'veux du soleil* !, son deuxième film documentaire (co-réalisé avec Gilles Perret), François Ruffin se justifie : c'est parce que le moindre commentateur autorisé voulait y voir un « *rassemblement de fachos* » que sa curiosité s'en est trouvée piquée. Le mépris social affiché sans complexe par les élites politico-médiatiques, vernis protecteur d'une oligarchie qui se sent plus que jamais menacée, ne pourrait masquer indéfiniment une réalité qu'images et témoignages reflètent crûment. Le déni s'estompe, les souffrances des Français précarisés ne sont pas imaginaires.

Ruffin choisit de donner la parole à ceux qui ne l'ont jamais ; le député LFI s'efface derrière le journaliste de Fakir. Intérimaires, bénévoles endettés, salariés confrontés à la baisse du pouvoir d'achat ou retraités précarisés, tous relèvent le voile de la pudeur. L'installation dans la durée du rassemblement des Gilets jaunes trouve une explication simple dans la fraternisation. Ceux qui étaient isolés avec leurs difficultés matérielles ont trouvé sous les cabanes

en planches hâtivement montées une seconde famille. Un dialogue complice sur les difficultés du quotidien s'est noué entre ces femmes et ces hommes qui, hier encore, ne se connaissaient pas. Le respect retrouvé a vaincu la honte du marasme. Autour du barbecue de merguez, la chaleur humaine, l'écoute, le réconfort. Et même des solutions, comme pour ce jeune ouvrier du bâtiment qui a peut-être rencontré sur un rond-point son futur employeur, un artisan-couvreur. La révolte est parfois l'expression de la colère, celle par exemple de cette mère de famille sans activité du fait de son handicap et à laquelle la députée (LREM) de sa circonscription s'est contentée de lancer : « *Vous n'avez qu'à travailler !* ». Mais elle est le plus souvent le vecteur de l'espoir, ce que laisse entrevoir l'intitulé du film. Les Gilets jaunes livrent un combat sincère vers une société plus juste qui les inclurait à nouveau. Il y a bien le substrat d'une révolution dans les défilés du samedi.

J'veux du soleil ! est un documentaire à l'état brut, caméra sur l'épaule, plus proche du reportage que de l'étude sociologique. Tourné et monté en quelques jours, sorti « à chaud », tandis que la crise des Gilets jaunes n'a toujours pas trouvé d'issue, il peut prêter le flanc à certaines critiques. Il était facile pour François Ruffin et Gilles Perret (lui-même engagé, réalisateur de *La Sociale* et *L'Insoumis*) d'opposer,



par la magie du montage, les témoignages poignants des Gilets jaunes aux manifestations de la condescendance du président de la République ou des plus navrants éditorialistes de l'audiovisuel. Le parti pris est donc délibéré, assumé, mais si tranché qu'il court le risque de ne convaincre que les convaincus... La succession des rencontres sur les routes de l'Oise, de l'Ardèche, de l'Hérault ou des Bouches-du-Rhône, n'offre aucune possibilité de construire un récit. Les dialogues, parfois très longs, avec les témoins individuels, sont le cœur du sujet. Ceux qui avaient découvert avec gourmandise le sens de la satire de François Ruffin dans *Merci Patron !* (2016) pourraient bien déchanter au visionnage de ce nouveau long-métrage, plus austère mais tout aussi émouvant. Ces quelques réserves formelles ne doivent pas dissuader les spectateurs de courir à la projection de *J'veux du soleil* ! Ils y trouveront bien plus d'authenticité, d'honnêteté et de clés de compréhension de la réalité sociale de notre pays que dans n'importe quelle couverture d'une manifestation hebdomadaire des Gilets jaunes par les chaînes d'info en continu. Qu'on se le dise !

Casimir MAZET

SOMMAIRE

P 1 - Cible : Toulouse-Blagnac - P 2 : Cinéma : Sous le gilet, la plage - P 3 : Incendie : Le Prince Jean à Notre-Dame - Écho des blogs : Droite française - P 4 : Rassemblement national : Gestion de patrimoine - P 5 : Israël : Le roi Bibi - P 6- 7 : Charles de Gaulle : L'homme des révolutions - P 8 : Haine : De l'antisémitisme - P 9 : Idées : Sortir de l'histoire ? - P 10 : 38ème congrès de la NAR : Déclaration de politique générale - P 11 : - Actualités de la Nouvelle Action royaliste - P 12 : Éditorial : « Notre-Dame en notre ville »

Le Prince Jean à Notre-Dame

Le comte de Paris, chef de la Maison de France, s'est rendu le 16 avril au chevet de Notre-Dame en compagnie de son frère, le prince Eudes de France. Il a pu s'entretenir avec Mgr Chauvet, recteur de la cathédrale. Le lendemain, *Le Figaro* publiait une tribune du Prince dont nous publions ci-dessous quelques extraits.

Notre-Dame-de-Paris est bien plus qu'un bâtiment, plus même qu'un symbole, c'est le signe visible et bien réel du génie de la France. Du génie et du dévouement de ses admirables bâtisseurs, mais aussi du génie de ceux qui durant plus de 850 ans, siècle après siècle, ont chéri ce trésor national, et nous l'ont transmis sans faillir. » Le comte de Paris, qui est « Fils de Saint Louis, roi bâtisseur », s'inscrit pleinement dans la continuité nationale : « Il y a dans cet édifice une continuité historique entre d'une part les rois capétiens bâtisseurs et d'autre part les autres régimes qui leur ont succédé jusqu'à notre Vème République, qui ont su préserver et faire rayonner ce legs, pour faire de la France un sommet de la culture universelle. Notre-Dame, en traversant les siècles, est le témoin vivant de l'unité des Français autour d'un destin commun. » Le Prince s'inquiète de la rupture actuelle dans la transmission. À tous égards, nous sommes devenus des « consommateurs d'héritage » qui protègent trop peu leur



patrimoine monumental, qui gaspillent les ressources naturelles et laissent saccager nos paysages. « Notre-Dame-de-Paris n'est pas la seule victime de notre insouciance. Parmi les ruines de notre cathédrale mutilée, dans chacun de ces vitraux pulvérisés, dans chacune de ces poutres consumées, il y a une de nos petites églises de campagne qui chaque année par dizaines sont profanées, abandonnées, désaffectées ou détruites, mais aussi tous les biens patrimoniaux, religieux ou non, dont nous sommes responsables. Chacun de ces dons reçus de nos aînés vient avec une responsabilité, et une exigence. » Le chef de la Maison de France plaide pour une politique de l'écologie au sens le plus large du terme : comme art d'habiter le monde selon la double exigence, en matière de patrimoine, de la préservation et de la transmission.

Jacques BLANGY

Droite française

Le site *Vududroit.com* (1) publie une intéressante étude sur la droite politique française en posant le diagnostic de ce qui a stérilisé ces dernières années sa pensée politique et l'a fracturée en deux « courants » non conciliables.

L'auteur souligne ce qui, selon lui, constitue la ligne de fracture : « De fait, notre bonne vieille droite française est tiraillée, aujourd'hui plus que jamais, devant les deux faces de l'État, qu'elle cherche désespérément à dissocier l'une de l'autre (...) la première face de cet État est sa dimension régaliennne – éducation, police, justice, défense : autant de matières où la droite estime que la présence d'un État fort, voire intransigeant, est non seulement acceptable, mais souhaitable. La seconde face est celle de la présence étatique dans des matières que nombre d'autres pays ont choisi de confier, en tout ou partie, à la sphère privée – comme les systèmes de santé ou de retraite, mais aussi les infrastructures et activités économiques considérées comme directement liées à l'intérêt national. (...) Or, la droite française se trouve dans une situation ambivalente. Car le poids de l'État, en France, se traduit notamment par l'importance de la dépense publique et, partant, des prélèvements obligatoires. D'où un débat de qualité très inégale sur la nécessité et les moyens de réduire cette dépense (...) Et cette droite doit, aujourd'hui, choisir : assumer l'héritage étatiste de la France, ou en faire, d'une certaine façon, table rase. (...) ». Et c'est sur cette question « du rapport à l'État » que va se jouer, dans les années qui viennent « une lutte à mort » au sein de la droite où notre auteur voit se constituer deux lignes dures inconciliables : une première qui « reconnaît la nécessité d'un État fort, et accepte l'idée de l'arbitraire administratif comme outil de protection des intérêts de la Nation ou des citoyens » et une deuxième pour qui « l'omniprésence de l'État est vue comme une entrave à la fluidité de l'économie et à l'initiative individuelle ». Après avoir exprimé ses critiques sur cette dernière ligne, il nous rappelle que c'est la doctrine étatique « qui fut précisément l'un des atouts-maîtres de notre pays, notamment dans l'après-guerre » et que celle-ci « après trente ans de recul généralisé, est de retour depuis plusieurs années, voire décennies, dans le monde entier ». C'est ce qui lui permet de conclure que « la droite aurait tout intérêt à enfourcher la cause du retour de l'État » en s'inspirant de « Louis XI, Richelieu et de Gaulle. C'est en tout cas le prix qu'il lui faudra payer, tôt ou tard, pour redevenir une force politique de premier plan ».



Loïc de BENTZMANN

(1) <https://www.vududroit.com/2019/04/letat-un-elephant-dans-le-salon-de-la-droite/>

Gestion de patrimoine

Le parti de Marine Le Pen est une entreprise qui ne connaît pas la crise. Il gère de façon minimaliste la rente protestataire, désormais euro-compatible, et réactive aux élections sa ritournelle xénophobe. Macron est ravi : il peut jouer les gentils progressistes face aux méchants nationalistes.

Le coup du vote Macron pour faire barrage au fascisme, qui a si bien marché à la présidentielle, les stratèges élyséens veulent le refaire aux européennes. A l'automne, ils ont prévenu les médias de leur fine manœuvre et les médias ont expliqué aux Français que l'Élysée voulait « installer » la confrontation entre progressistes – les gentils – et les nationalistes absolument et radicalement méchants. Marine Le Pen a donc été réinstallée dans son rôle d'opposante redoutable, on l'a vue à la télévision, on a fait quelques articles

tion de Florian Philippot, l'État-major frontiste avait jeté le voile sur le thème de la sortie de l'euro – accusé de faire peur aux épargnants. Aujourd'hui, le Rassemblement national déclare vouloir faire preuve de « pragmatisme » – le mot favori des renégats – et déclare que la priorité va au contrôle des frontières. Bien sûr, on ajoute qu'il faut réformer la « gouvernance » de la Banque centrale européenne tout en sachant que c'est rigoureusement impossible puisque la BCE est indépendante. Ces astuces programmatiques ne sauraient cacher un



sur la remontée du Rassemblement national et les sondages ont suivi.

Ce Barnum de sous-préfecture moldo-valaque n'a pas retenu l'attention du public car les Gilets jaunes sont venus troubler le jeu et continuent de le faire – sans agiter la sempiternelle question de l'immigration dont on nous dit pourtant, depuis quarante ans, qu'elle est au centre des préoccupations des Français. Heureusement, les élections approchent et le milieu dirigeant tente de réactiver le suspense. Le problème, c'est que Marine Le Pen s'est engagée après son échec à la présidentielle sur une pente qui la banalise.

Point saillant de cette évolution : l'euro. Immédiatement après l'évic-

insoutenable paradoxe : le Rassemblement national est un parti « souverainiste » qui refuse de s'engager pour la souveraineté monétaire. La thématique protectionniste s'en trouve invalidée puisque la monnaie nationale est un instrument décisif de la protection et de la promotion de l'activité économique.

Cette évolution néo-libérale du parti lepéniste ne saurait surprendre. À l'époque de Jean-Marie Le Pen, le Front national se posait en héraut de la petite entreprise et appelait à briser les grèves. Il y a donc eu un retour aux origines, marqué par le vote en avril 2016 de la directive sur le secret des affaires : au Parlement européen, 18 députés frontistes sur 20, dont la

présidente et le vice-président du Front national, ont voté ce texte qui réjouit les patrons et les banquiers menacés par les journalistes indépendants et les lanceurs d'alerte.

Il n'est pas non plus étonnant d'observer que le Rassemblement national, parti euro-compatible, est Medef-compatible. Au début des manifestations des Gilets jaunes, Marine Le Pen a déclaré qu'elle s'opposait à la hausse du Smic et réclamé, comme le patronat, la « baisse des charges » sans jamais dire que cette baisse porte sur les cotisations sociales qui constituent un salaire différé. Voilà donc un parti « populiste » qui accepte l'euro, c'est-à-dire la déflation salariale, et le statu quo sur le Smic : ce n'est pas dépourvu de logique, mais cette logique est rigoureusement antisociale. Tôt ou tard, les ouvriers et les employés qui votent pour le Rassemblement national vont s'apercevoir qu'on les mène en bateau.

Tôt ou tard, les électeurs lepénistes s'apercevront que le Front national – celui de « Jean-Marie » comme celui de « Marine » – n'a cessé de mener des opérations de diversion. Il a ciblé les « Maghrébins » mais il n'a pas manifesté contre le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan. Il s'est posé en défenseur de l'identité nationale contre « l'islamisation » sans daigner s'apercevoir de l'américanisation de notre culture et de nos modes de vie. Il milite pour « l'Europe des nations » mais c'est seulement pour saluer la victoire de l'extrême-droite en Autriche et en Italie, jamais pour dénoncer le traitement meurtrier imposé à la Grèce. La force de la famille Le Pen, c'est de gérer un patrimoine électoral avec un programme minimaliste sans jamais chercher à prendre le pouvoir. C'est pourquoi cette famille a longtemps représenté une assurance tous risques pour l'oligarchie. Mais le jeu politique est en train de changer, et la garantie lepéniste va s'affaiblir.

Sylvie FERNOY

Le roi Bibi

Les conditions sont réunies pour un changement historique en Israël.

Le cinquième mandat obtenu par Benjamin Netanyahou devrait lui permettre non seulement de battre le record de longévité détenu par David Ben Gourion (1) mais encore de consolider la version du « Grand Israël » dont le Likoud rêve depuis longtemps. Au cours des dix dernières années, le Premier ministre a dû sa survie politique à sa capacité à gérer les crises sans chercher à en résoudre aucune, les sachant par définition insolubles. Ceci pourrait changer.

En effet, il bénéficie d'un environnement régional et international particulièrement favorable. Jamais depuis 1973, Israël n'a joui d'une telle reconnaissance qui a permis à Netanyahou d'être reçu officiellement dans plusieurs pays arabes et africains musulmans ainsi qu'à plu-



Jérusalem.

sieurs reprises au Kremlin. Et ces relations sont payantes : l'Égypte et le Qatar se sont entremis pour calmer la situation dans la bande de Gaza ; Moscou ne s'oppose pas aux actions israéliennes contre les bases iraniennes en Syrie (dans le même temps où Washington inscrit les Gardiens de la Révolution sur la liste des organisations terroristes) ; le Rwanda et l'Ouganda ont accepté d'aider au rapatriement d'immigrants africains clandestins en Israël ; la Ligue arabe réunie à Tunis les 30-31 mars est en

complet désarroi ; le dirigeant de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas, de plus en plus contesté et déconnecté, y faisait triste figure.

C'est que la fin de la guerre en Syrie appelle d'importants reclassements et notamment la possibilité d'un État palestinien. Certes le prince Mohamed ben Salman s'est fait rabrouer par le roi son père quand il avait semblé consentir même de loin à la reconnaissance américaine de Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël avant que Donald Trump n'en fasse de même pour le plateau du Golan. Il reste qu'aucune coalition arabe n'est prête à se lever si par aventure Netanyahou annexait, comme il l'a annoncé, les implantations israéliennes en Cisjordanie (peuplées de 400 000 « colons », sans compter plus de 200 000 habitants israéliens à Jérusalem-est) ainsi que la frontière sur le Jourdain.

Que gagnerait pourtant Netanyahou à sortir ainsi de l'ambiguïté qu'il avait si subtilement cultivée depuis dix ans ? La population israélienne est de plus en plus mûre. La proportion de ceux qui souhaitaient des négociations de paix avec les Palestiniens est tombée de 70 % à 50 % et à moins de 30 % parmi les électeurs de Netanyahou. Le sujet n'a d'ailleurs jamais fait débat durant la campagne électorale avant les élections du 9 avril. Le quarteron de généraux qui s'opposait au Premier ministre avait assumé toutes les opérations militaires menées auparavant. La résignation, notamment suite à l'adoption de la loi sur « Israël État-nation du peuple juif », a fait perdre plus du quart de leurs suffrages aux partis arabes israéliens eux-mêmes divisés en modérés et radicaux.

Le risque de décourager les nouveaux soutiens internationaux que s'est acquis Israël à travers le monde ne serait sans doute que temporaire si... les parties arabes tétanisées par



la Syrie et l'Iran, continuaient de ne pas réagir assez vigoureusement. Si la réponse ne venait pas de l'extérieur, pourrait-on envisager une troisième Intifada ? Des provocations ont déjà eu lieu au Mont du Temple/Dôme du Rocher. La petite Jordanie dont dépend toujours l'administration de l'Esplanade des Mosquées comme bien musulman (Waqf), est fragilisée. Amman, déjà majoritairement peuplée de réfugiés palestiniens, serait également, comme l'avait pensé Sharon en son temps, la première destination des habitants de Cisjordanie qui seraient tentés d'émigrer ou poussés à le faire. Des députés nouvellement élus à la Knesset relancent en effet l'idée de proposer une aide financière au départ. L'enjeu est la majorité démographique dans le Grand Israël.

Le plan de paix qui enroberait un tel projet d'annexion et de « remplacement », annoncé depuis deux ans par la présidence Trump, orchestré par son beau-fils Jared Kushner, suppose de conclure un véritable « deal » avec Ryad. Il explique toutes les concessions faites par la Maison Blanche à l'égard des Saoudiens (y compris le veto présidentiel à une résolution du Congrès contre le soutien à la guerre menée au Yémen). Kushner est supposé y avoir toutes ses entrées. En tout cas, il révèle cruellement l'impuissance européenne.

Yves LA MARCK

(1) Voir *Royaliste* n°1161, « l'anti-Ben Gourion ».

L'homme des révolutions

Il y a cinquante ans, le 27 avril 1969, Charles de Gaulle perdait le référendum qu'il avait décidé et cessait dès le lendemain d'exercer ses fonctions. Aux fatigues de l'âge se serait ajoutée l'incompréhension des temps nouveaux inaugurés par la révolte de Mai 1968 : telles seraient les causes d'un échec souvent présenté comme un suicide politique. Ces explications infondées ont effacé la véritable histoire de la dernière année de la République gaullienne - celle qui vit le Général tenter une ultime révolution pour assurer les fondations de l'Etat et de la nation face aux périls de la modernité.

Nous avons souvent montré que le Général de Gaulle était l'homme des révolutions. D'abord la révolution économique et sociale de 1944-1946 préparée à Londres et à Alger. Puis la révolution institutionnelle de 1958-1962 qui donne à l'Etat la force de gouverner sans que la démocratie, revivifiée par le référendum, ait à en souffrir. Il s'agit là de deux révolutions réussies - mais pas complètement achevées. Nous en avons négligé une troisième, qui fut conçue en 1969. Il est vrai qu'elle fut empêchée par l'échec du référendum.

Dans le livre inspiré et décisif qu'il consacre à la dernière année de la République gaullienne (1), Arnaud Teyssier nous permet de retrouver le sens de cette ultime révolution. Pour tenter d'en mesurer la portée, je ne reprends pas le récit des événements, depuis le ressaisissement du 30 mai 1968 jusqu'aux derniers jours à Colombey, où l'on voit un homme ni « dépassé », ni brisé, poursuivant sa tâche de serviteur de l'Etat puis de mémorialiste avec la conviction que rien n'est jamais définitivement perdu pour le salut de la patrie.

Cette conviction est celle d'un homme habité par l'espérance chrétienne et qui, au contraire du « pragmatisme » qu'on lui prête, inscrit son action politique dans la conception bergsonienne de la durée. Pour l'auteur de *L'Évolution créatrice*, « notre durée n'est pas un instant qui remplace un instant : il n'y aurait jamais alors que du présent, pas de prolongement du passé dans l'actuel, pas d'évolution, pas

de durée concrète. La durée est le progrès continu du passé qui ronge l'avenir et le gonfle en avançant ». Cette pensée de la continuité d'une réalité toujours dynamique permet



la « perception du changement », du « grand élan qui emporte les êtres et les choses » selon les mots de Bergson. Pour De Gaulle, souligne Arnaud Teyssier, « la politique [...] est un art immergé dans la vie réelle, elle est création, c'est-à-dire réalité imprégnée d'esprit. L'imagination n'est pas une illusion mais une faculté créatrice qui permet de donner au présent la véritable substance d'un temps retrouvé ».

La continuité d'une histoire singulière, celle de la France, n'est pas seulement l'effet d'une dynamique interne : il lui faut l'impulsion de l'Etat, qui organise et dirige en reliant passé et avenir - et qui est en mesure de prendre les décisions salutaires. Comme le montre Arnaud Teyssier, De Gaulle rejoint

le point de vue de Carl Schmitt, pour qui l'homme d'Etat est celui qui décide des circonstances exceptionnelles. Si le Général n'a pas lu Schmitt - mais René Capitant, l'un des principaux auteurs de la Constitution gaullienne, l'a fait pour lui -, il est familier du Barrès des *Cahiers* qui voulait assumer toute l'histoire de France, y compris le Comité de salut public, et relever l'Etat, agent de l'intérêt général qui ne doit rien perdre du bon sens local.

La révolution, le Général la proclame à Londres dès le 1er avril 1942 devant le *National Defense Public Interest Committee* : « C'est une révolution, la plus grande de son Histoire, que la France, trahie par ses élites dirigeantes et par ses privilégiés, a commencé d'accomplir. » La Sécurité sociale, les nationalisations et la planification sont le premier moment de cette révolution, démocratique par le droit de vote reconnu aux femmes mais manquée dans l'ordre institutionnel. La restauration de l'autorité de l'Etat en 1958 et l'institution d'une monarchie élective en 1962 sont les deux moments d'une deuxième révolution qui n'établit pas un pouvoir personnel contrairement à ce que l'on a répété pendant dix ans.

Au fil du récit très informé d'Arnaud Teyssier, on vérifie en effet que le pouvoir présidentiel n'est pas présidentieliste et que De Gaulle laisse les ministres - à commencer par le Premier - gouverner. Le Général le dit encore à Bernard Tricot après avoir quitté le pouvoir : « Il faut que la fonction du président de la République ne vienne pas absorber celle du Premier ministre. La dualité est utile. Le Président doit garder du champ par rapport au quotidien. Il est l'homme du long terme et c'est lui qui prend les grandes décisions immédiates dans les circonstances graves. » Judicieux conseil qui, comme tant d'autres, a été perdu... En charge de l'essentiel, le chef de l'Etat doit veiller à la justice sociale,



selon une conviction fondamentale explicitée par André Malraux : sans nier la réalité de la lutte des classes, De Gaulle disait que « *nous ne ferons pas la France sur une opposition* » mais sur le rassemblement d'un peuple libre. La souveraineté de la nation ne va pas sans une indépendance économique qui est, dans sa conception, très proche de celle exposée par François Perroux (2).

C'est selon cette doctrine mise en œuvre depuis la Libération que De Gaulle mûrit puis expose aux Français la nouvelle révolution qui va être soumise à référendum. Arnaud Teyssier explique avec précision la genèse des trois projets qui visent à renforcer la nation dans une dialectique renouvelée entre l'État et la société – une société travaillée par les besoins et les désirs violemment exprimés en Mai 1968. L'idée de participation est au cœur de cette troisième révolution. Avant 1968, De Gaulle avait tenté de la mettre en œuvre comme troisième voie entre le capitalisme et le socialisme – en se heurtant à l'opposition résolue de Georges Pompidou et du patronat. Dans l'esprit du Général, il ne s'agissait pas seulement de permettre la participation des travailleurs aux bénéfices de l'entreprise mais, comme le souligne Arnaud Teyssier, « *de contrôler l'action des intérêts privés, de façon à ce qu'ils ne puissent s'affranchir des grands enjeux de l'intérêt national* ». La réforme de l'entreprise resta cependant en suspens et la participation s'institue en 1969 dans le Sénat réduit à un rôle consultatif et fusionné avec le Conseil économique et social afin que les collec-

tivités locales et les activités économiques sociales et culturelles soient à peu près également représentées.

La région prévue par le projet de loi référendaire est à l'opposé de la décentralisation mise en œuvre à partir de 1982. Elle est conçue pour le territoire national – non pour « des territoires » - et elle organise une participation des groupes économiques et sociaux aux travaux d'un conseil régional doté de larges compétences et soumis à l'autorité d'un préfet régional détenteur du pouvoir exécutif. C'est l'État national qui organise ce « *volontarisme de l'espace* » qui cherche à associer les forces vives de la nation dans l'espoir qu'elles limiteront le rôle des partis politiques. C'est ainsi que De Gaulle cherche à éviter que la société se dresse contre l'État et se féodalise.

Trahison

Le projet de loi soumis à référendum témoigne d'une grande ambition qui s'inscrit dans la continuité de l'État royal et qui s'appuie sur la Constitution administrative établie par Bonaparte. Mais le texte, d'une grande complexité, est mal expliqué et peu défendu par la majorité qui regarde vers Georges Pompidou. L'ancien Premier ministre s'est présenté comme un successeur immédiatement disponible à Rome en janvier 1969 et il répond, tout comme Giscard qui attend paisiblement son heure, aux espoirs des élites économiques et financières qui souhaitent mettre le gouvernement de la France au service de leurs intérêts. Le Général avait prévu de consacrer, dans le dernier tome de ses *Mémoires d'espoir*, tout un chapitre à la trahison des élites françaises. Nul doute qu'il faudrait aujourd'hui lui consacrer un gros volume, tant cette trahison a été complète et méthodique pour le service des grands intérêts privés. Après 1969, on s'est arrangé, comme de Gaulle le craignait... La révolution manquée de 1969 n'appartient pas à un passé révolu. Ses modalités sont critiquables mais ses principes sont d'autant plus pertinents que nous avons fait la trop

longue expérience de la « gouvernance » ultralibérale et de la globalisation financière. Que reprendre ?

Le dirigisme. « *Bien que la liberté reste un levier essentiel de l'œuvre économique*, écrit De Gaulle dans ses *Mémoires d'espoir*, *celle-ci n'en est pas moins collective, commande directement le destin national et engage à tout instant les rapports sociaux. Cela implique donc une impulsion, une harmonisation, des règles qui ne sauraient procéder que de l'État. Bref, il y faut le dirigisme. Pour ma part, j'y suis décidé et c'est une des raisons pour lesquelles j'ai voulu pour la République des institutions telles que les moyens du pouvoir correspondent à ses responsabilités* ».

La régionalisation. Elle est à repenser en fonction de l'expérience de décentralisation mais il est déjà certain, en raison de l'ardente obligation écologique, que ses conseils et ses procédures devront s'intégrer dans la planification nationale.

La participation est à relancer hors des illusions d'un Sénat réduit à un rôle consultatif. D'abord parce que le bicaméralisme est la condition de l'équilibre du pouvoir législatif et du contrôle du pouvoir exécutif. Ensuite parce que les avis d'une Chambre composée, même partiellement, de groupes socio-professionnels ne peut produire que des avis négatifs ou vidés de toute pertinence par la somme des compromis passés entre les groupes, sans que l'idéologie soit écartée et hors de tout souci de l'intérêt général. La participation institutionnelle est à envisager dans le cadre du plan national. Elle est à instituer au sein de l'entreprise comme participation aux bénéfices, à la gestion et aux décisions.

Le Général avait voulu une révolution permanente pour le service, toujours mieux accompli, de l'intérêt général. Elle est à poursuivre, sitôt que la parenthèse ultralibérale sera refermée.

Bertrand RENOUVIN

(1) Arnaud Teyssier, *De Gaulle, 1969, L'autre révolution*, Perrin, 2019.

(2) François Perroux, « *Indépendance de la nation*, Aubier-Montaigne, 1969.

De l'antisémitisme

Partout dans le monde, l'antisémitisme ressurgit et se réinstalle dans les paysages mentaux comme dans les représentations politiques. Il est religieux mais pas seulement circonscrit à l'islamisme ; il prend la forme de l'antisionisme mais surtout reprend des accusations portées contre le peuple juif depuis le commencement de notre civilisation.

Ces accusations sont contradictoires, ce qui place toujours le Juif en tant que tel au centre de la cible. Les juifs sont partout et ils sont de nulle part... Ils sont revenus en terre d'Israël pour commettre des crimes et les juifs qui sont citoyens français ou états-unien sont regardés comme sionistes... S'ils sont riches comme Rothschild, c'est qu'ils pompent la richesse du monde et s'ils sont pauvres comme Job on les dénonce comme des parasites vivant aux dépens de la société... Le répertoire antisémite est archiconnu mais la haine plurimillénaire qui l'inspire demeure énigmatique. Delphine Horvilleur s'emploie avec science et talent à percer le mystère dans un livre (1) qui vient nourrir la réflexion que nous avons entreprise avec Léon Poliakov et poursuivie avec Daniel Sibony.

L'intensité et la permanence de la haine antisémite interdisent de la réduire à des pulsions vulgaires aggravées au siècle dernier par le fanatisme idéologique. S'il y a une « question juive » en un sens que Delphine Horvilleur déploie subtilement, il y a aussi une question antisémite qui est d'ordre philosophique. Le lien entre les deux questions, c'est un mot qui renvoie à un questionnement infini : l'identité. Or entre juifs et antisémites, l'identité est encore plus problématique que pour d'autres personnes et d'autres groupes. Dans *Rio ne répond plus*, OSS 117 incarné par Jean Dujardin explique à des agents du Mossad que les Juifs se reconnaissent immédiatement : « *Le nez, déjà, les oreilles, les doigts, les yeux...* » et, de fait, l'antisémite croit savoir exactement ce qu'il en est de l'autre, du Juif. Alors qu'un Juif vit toujours dans l'incertitude de ce qu'il est.

Rabbin, Delphine Horvilleur rappelle qu'Abraham n'est pas né juif ni hébreu mais qu'il est devenu l'Hébreu (ivri, celui qui traverse, le passant) en quittant à l'appel de Dieu sa ville natale. Le départ sans retour d'Abraham annonce la sortie d'Égypte, elle aussi définitive pour les Hébreux. Et Jacob reçoit son nom d'Israël près d'une rivière qu'il doit traverser, après son combat avec l'ange. Les Hébreux ne sont pas encore Juifs. Ils le deviendront plus tard, comme il est dit dans le livre d'Esther. Quand paraissent les Amalécites massacreurs de Juifs sortis d'Égypte, il est certain que le judaïsme, écrit Delphine Horvilleur, est « *un produit d'exil, la condition de celui qui est arraché à sa terre d'origine* ». Les rabbins des premiers temps se sont interrogés sur la haine dont les

Juifs étaient l'objet. Ils se sont demandés si l'antisémitisme ne venait pas d'un rejet dont ils seraient responsables en raison de leur statut de Peuple élu - ou plutôt de ce qu'on en dit. Il est certain que les antisémites disent qu'ils sont des victimes, ou les héritiers de victimes, et qu'ils veulent faire payer les « gens du passage ». L'enquête des rabbins, écrit Delphine Horvilleur, « *relève toujours d'un rapport douloureux à l'origine, d'un héritage et d'une rancœur ancestrale* », d'une rivalité à mort entre frères ou cousins. Cette haine n'est pas fatale, comme le dit Rabbi à l'empereur Antonin au fil d'un improbable dialogue talmudique mais, sauf exception, Rome craint le Juif comme agent infectieux qui pénètre et affaiblit le corps social. Hitler ne dira pas autre chose.

Cette métaphore de l'infection signifie, dans toutes les sociétés, qu'on a peur d'une faille dans la belle totalité qu'on aime à se représenter. « *L'antisémite à travers les siècles est toujours un intégriste de l'intégrité* », écrit Delphine Horvilleur. Il croit qu'il s'épanouira dans un cocon national ou dans une expansion impériale uniforme, en tous cas dans la complétude. Il voit comme une menace ces juifs qui vivent dans l'incertain, tout au long de l'errance métaphysique qu'évoque Vladimir Jankélévitch. Le Juif rappelle la part de



Delphine Horvilleur

manque qui marque la condition humaine et qui fait horreur à celui qui tente de combler ce manque. L'antisémite est un bouche-trou frénétique ou plutôt un homme qui vit le fantasme du bouche-trou, comme le dit Daniel Sibony. C'est un homme qui a peur de sa propre faille identitaire et qui tente de combler cette faille par une virilité agressive, qui masque sa peur de l'émancipation des femmes comme sa peur des juifs qui seraient dévitalisés.

Un Juif est un homme qui ne se contente pas d'affronter le manque mais qui construit son identité sur la faille parce qu'il sait qu'il n'y pas d'identité infaillible. Le peuple juif s'interroge sur le sens de son élection alors que l'antisémite croit savoir ce qu'il en est du « Peuple élu ». Et tandis que les antisémitismes religieux haïssent le peuple de l'origine, le Peuple élu dit qu'il n'a rien demandé et s'interroge sur la Révélation. A-t-il reçu les Dix Paroles, ou une seule, à moins que ce ne soit qu'une seule lettre qui est presque muette ? Le Juif est un homme qui rappelle à tous les hommes leur fragilité essentielle et l'incertitude de leurs héritages. L'antisémite a peur de cette fragilité et devient « tout sauf un homme », comme dit Sartre, à trop vouloir la nier. La « question juive » n'est ni sociale, ni politique. C'est celle du questionnement infini.

B. LA RICHARDAIS

(1) Delphine Horvilleur, *Réflexions sur la question antisémite*, Grasset, 2019.

Sortir de l'histoire ?

C'est une très heureuse initiative de Flammarion que d'avoir réuni en volume un grand nombre de chroniques publiées par Jacques Julliard dans *Le Figaro*, chaque premier lundi du mois. Il y aurait lieu d'ailleurs de s'interroger sur ce choix du grand quotidien conservateur. Serait-ce que l'intellectuel de gauche aurait viré sa cuti ? Je n'en crois rien personnellement. Julliard reste Julliard. D'ailleurs au terme de l'ouvrage, il reprend un entretien avec Marcel Gauchet et Pierre Nora où il s'explique sur tous les engagements de sa vie. Il ne renie rien de son itinéraire, depuis qu'étudiant il est entré en politique. Historien et journaliste ancré à gauche, il s'est toujours gardé des phénomènes d'engouement collectif, ceux qui furent à l'origine de ce qu'il appelle « les glaciations intellectuelles ». Il en a connu trois qu'il rappelle succinctement : la stalinienne, la maoïste et présentement l'islamiste. Elles s'expliquent par une hallucination collective, qui peut parfois toucher des milieux improbables. Ainsi, se souvient-il qu'au lendemain d'un voyage en Chine, il souleva la consternation de l'équipe de l'hebdomadaire *La Vie catholique*, parce qu'il ne partageait en rien l'enthousiasme qui entourait la trop fameuse révolution culturelle.

Son souci d'aujourd'hui est d'entreprendre une radioscopie de « l'islamo-gauchisme ». C'est une des raisons déterminantes de son différend avec l'intelligentsia, et sans doute de sa présence au *Figaro*. Son indignation est sans limite à l'égard d'un retournement stupéfiant : « *Tout au long de la III^{ème} République, et naguère encore, on reconnaissait un homme de gauche à un certain nombre de traits : l'attachement indéfectible à la laïcité, à l'école républicaine, à la République elle-même, à la nation, à la France. Et à la haine de l'antisémitisme.* » De Clemenceau à Robert Badinter, ils étaient tous pétris de ces valeurs. « *Mais à l'inverse, il y a désormais à gauche beaucoup d'Orgon victimes des Tartuffe-Ramadan de l'islamo-gauchisme.* » Il est difficilement explicable que des gens qui se veulent agnostiques et libertaires déclarent leur passion pour une religion qui dans sa version islamiste apparaît comme le plus guerrière et la plus violente à la surface du globe. Et de provoquer Laurent Joffrin : à quand une Une avec pour titre : « *Au secours ! Mahomet revient !* » *Libé* n'avait-il pas titré « *Au secours, Jésus revient !* »

Le désaccord est donc radical. Mais il me semble qu'il a des racines encore plus profondes. La querelle que Julliard entretient avec la gauche actuelle se rapporte à des convictions fondatrices que la pensée mainstream ne cesse de démolir. Ces convictions se rattachent d'abord à la culture française et même à l'identité littéraire de la France : « *J'ai déjà écrit quelque part que si j'avais à choisir entre la gauche, qui est mon camp, et la littérature, qui est mon pays, je choisirais sans hésiter la seconde, parce qu'à mes yeux une gauche qui*

aurait rompu avec notre littérature ne serait plus qu'un ramassis inconsistant de démagogues et de technocrates. Sans vouloir faire parler les morts, j'ai la conviction absolue que Michelet, Péguy, Jaurès, Léon Blum, de Gaulle pensaient de même. » Avec Albert Camus, il ne craint pas d'affirmer : « *Ma patrie, c'est la langue française.* » À l'heure où la vindicte à l'égard de ce qu'on appelle le repli identitaire est générale, voici un défenseur convaincu de l'identité française pour laquelle il sera mobilisé jusqu'à son dernier souffle.



Mais cette identité permet aussi de dépasser les fanatismes et les luttes civiles. Car la France, ce n'est pas seulement la gauche. Intellectuellement, c'est l'ensemble de ses familles spirituelles. Ainsi peut-on associer des personnalités diamétralement opposées, qui appartiennent pourtant à cette catégorie dont Tocqueville expliquait qu'elle avait accédé à la responsabilité politique : « *Chacun à sa manière, Bonald et Maistre, Chateaubriand et Lamennais, Benjamin Constant et Paul-Louis Courier, Lamartine et Victor Hugo appartiennent à cette catégorie. Elle est encore représentée sous la III^{ème} République par Maurice Barrès et Léon Blum.* » Serait-elle en voie de disparition aujourd'hui ? L'exception d'un Jean d'Ormesson ne suffit pas à prétendre le contraire. Mais la hantise de Julliard est plus large. Elle concerne l'avenir de l'ensemble de l'héritage. D'où le titre de ce recueil d'articles : *Allons-nous sortir de l'histoire ?*

L'historien, ici, reprend pleinement ses droits, en étendant ses regards aux grandes dimensions de la géopolitique. Dans l'évolution actuelle du monde, « la France pourrait pour la première fois quitter la place qui fut toujours la sienne à l'avant-garde de l'Histoire ». Cela s'explique, nous l'avons vu, par un rejet de sa culture et un doute sur sa légitimité, mais les conséquences en sont terribles sur le terrain politique. Et cela concerne l'Europe aussi : « *Les Européens, ces zombies volontaires, fils de personne et athées d'eux-mêmes, se complairaient-ils longtemps dans une étrange objection de conscience quant à leur identité et dans une existence à l'état gazeux ? Pour exister, l'Europe est désormais au pied du mur : qu'elle ose paraître ce qu'elle est et ce qu'elle a toujours été ! En attendant, elle marche sur la tête, et s'étonne d'avancer moins vite que ses concurrents.* » Tout l'espoir de notre analyste repose sur l'attelage franco-allemand. Lui seul serait en mesure de nous donner la puissance commune, capable d'être présent dans un monde multipolaire. Laissons pour le moment en discussion cette perspective qui ne manque pas d'intérêt mais qui n'est pas, dans les circonstances présentes, complètement fiable.

Gérard LECLERC

Jacques Julliard, *Allons-nous sortir de l'histoire*, Flammarion, 336 p., 19 €.

Déclaration de politique générale

Au mépris de la Constitution, Emmanuel Macron exerce la totalité du pouvoir exécutif en jouant le rôle de chef du gouvernement et contrôle le pouvoir législatif par le biais du parti qu'il a créé. Au début de son mandat, il a pu servir efficacement les intérêts des classes supérieures en s'efforçant d'atteindre les objectifs qu'elles poursuivent depuis quarante ans sous le couvert d'une grande ambition « européenne » : la destruction de l'État social, la soumission du pouvoir politique aux puissances financières, le transfert au secteur privé des activités publiques lucratives et l'accumulation de privilèges fiscaux.

Amplifiés par des médias assignés à leur rôle de pompiers-pyromanes, les multiples rebondissements de l'affaire Benalla ont souligné la fragilité de l'équipe restreinte qui assiste Emmanuel Macron et le caractère hautement douteux des personnes qui la composent et de leurs entreprises.

Venue de la France périphérique, la révolte des Gilets jaunes a révélé la profondeur de la colère des classes moyennes et populaires précarisées et accablées du mépris des hautes classes. Par leurs actions déterminées, ils ont fait reculer l'oligarchie qui a accordé, sous l'effet de la peur, de trop modestes compléments de revenus. Les manifestations hebdomadaires, jalonnées de blessés graves et d'arrestations arbitraires, ont confirmé que la répression violente est dans la logique du libéralisme économique.

La radicalisation du projet libéral se produit en un moment périlleux de l'histoire. Aveuglées par leur volonté de destruction de l'État social et d'accaparement de la richesse nationale, les élites du pouvoir, des affaires et des médias sont incapables de faire face aux processus de crise déjà engagés :

- Décomposition de l'Union européenne et divergence croissante des économies de la zone euro ;
- Menace à courte échéance d'une crise financière mondiale d'une violence inouïe en raison de l'accumulation des dettes privées et de la fragilité des banques ;
- Affrontement commercial entre les États-Unis et la Chine en prélude à une confrontation géostratégique ;
- Périls écologiques connus et reconnus engendrés par le changement climatique et les diverses pollutions.

Indifférent aux démentis infligés à sa croyance européiste, complice des puissances financières, réduit à l'impuissance par le libre-échange et la zone euro, inerte devant les périls écologiques, Emmanuel Macron affiche cependant un « progressisme » qui voudrait s'exprimer sur le mode sociétal comme

en témoigne le projet d'élargissement de la Procréation médicalement assistée (PMA) « pour toutes ». L'urgence écologique implique quant à elle une politique planifiée, et concertée à l'échelle européenne et mondiale – loin des affichages actuels.

La faillite du milieu dirigeant, l'épuisement des partis politiques constitués au siècle dernier et l'impuissance des populismes de droite et de gauche, confortent la Nouvelle Action royaliste dans sa volonté de participer activement à un rassemblement patriotique selon le vœu qu'elle a constamment exprimé. La NAR se félicite de la création du Collectif national pour la souveraineté et la justice sociale et incite ses adhérents à participer à ses réflexions et à ses actions afin de hâter le rassemblement nécessaire.

La Nouvelle Action royaliste tient à souligner qu'une politique de souveraineté implique trois préalables : la destruction de la zone euro, la destruction du système de l'Union européenne et la sortie du commandement intégré de l'OTAN. Elle appelle de ses vœux une autre organisation politique de l'Europe, une confédération européenne rassemblant l'ensemble des pays du continent, reposant sur la coopération entre les États et sur la défense d'un modèle de développement fondé sur le travail, la justice sociale, l'excellence écologique et la paix entre les peuples. Sans illusion sur le rôle des députés à l'assemblée de Strasbourg, la NAR recommande le boycott aux prochaines élections européennes.

La Nouvelle Action royaliste respecte l'autonomie des mouvements sociaux, qu'ils soient spontanés comme celui des Gilets jaunes ou qu'ils soient organisés par les syndicats. Elle estime que les luttes sociales en cours conduiront à une recomposition politique de grande ampleur et espère que pourra se constituer, par-delà les populismes de droite et de gauche, un large front patriotique capable de défaire le bloc oligarchique.

Elle soutient les campagnes pour la défense des libertés publiques, face à l'autoritarisme gouvernemental. Elle participe aux campagnes contre les privatisations – plus particulièrement celles des barrages hydroélectriques et d'Aéroports de Paris. Elle souhaite des actions de grande ampleur pour la protection des infrastructures nationales impliquant le retour au secteur public des entreprises et des équipements abusivement privatisés. Le peuple français doit se réapproprier les moyens de sa souveraineté.

Elle soutient les campagnes pour la défense des libertés publiques, face à l'autoritarisme gouvernemental. Elle participe aux campagnes contre les privatisations – plus particulièrement celles des barrages hydroélectriques et d'Aéroports de Paris. Elle souhaite des actions de grande ampleur pour la protection des infrastructures nationales impliquant le retour au secteur public des entreprises et des équipements abusivement privatisés. Le peuple français doit se réapproprier les moyens de sa souveraineté.

Déclaration adoptée à l'issue du 38ème congrès de la Nouvelle Action royaliste

Paris, le 31 mars 2019



Un portrait de Monseigneur le comte de Paris

Le numéro 3536 (semaine du 10 au 16 avril 2019) de l'hebdomadaire *L'Express* consacre un long article à la Famille de France. Le 2 mai prochain, en effet, à l'initiative de notre ami Stéphane Bern, Monseigneur le comte de Paris recevra le Président de la République au château d'Amboise. Le prétexte de cette rencontre est la célébration du cinq-centième anniversaire de la mort de Léonard de Vinci en France, dont les restes sont toujours conservés dans la chapelle Saint-Hubert.

L'histoire de la Famille de France est très liée à celle du château. Au XIX^{ème} siècle, le roi Louis-Philippe hérita du château avant qu'il ne soit confisqué au lendemain de la Révolution de 1848. En 1873, le château retourne à la famille d'Orléans. En 1974, pour en assurer la conservation, le comte de Paris le confie à la Fondation Saint-Louis dont il est le président-fondateur. Le nouveau comte de Paris doit, désormais, en assurer la présidence d'honneur.

Nous reproduisons, ci-dessous, quelques extraits de l'article signé par Michel Feltin-Palas citant les propos du Prince.

Peut-on mener une vie normale quand les hasards de la destinée vous ont désigné comme le prétendant au trône de France ? « *Mais oui !* » assure Jean d'Orléans (...). Car la réponse est évidemment non. De fait, l'existence d'un Orléans est « *extraordinaire* », au sens premier du terme.

« *La foi est chez moi une seconde nature. C'est autour d'elle que ma personnalité s'est construite* » assume cet homme qui revendique son appartenance à la « *génération Jean-Paul II* (...) ». De là découlent ses convictions morales, qui n'ont rien de théorique, pour un homme qui a vécu auprès d'un frère et d'une sœur lourdement handicapés.

Oui au « *respect de la vie* » ; non à l'euthanasie et aux « *dérives eugénistes* » d'une société en mal « *d'enfant parfait* ». Il a été des défilés contre le droit au mariage et à l'adoption des couples de même sexe. Autant de positions antimodernistes qui le mettent à contre-courant de la plupart de ses contemporains ? Il s'en moque. « *Les gens ne vous reprochent pas d'être fidèle à votre vocation, mais d'y manquer* », veut-il croire.

La restauration, il y croit, et il donne à l'époque son maximum pour la faire advenir. « *Roi, c'est un métier*, dit-il drôlement. (...) *si exotique que paraisse cette idée dans l'Hexagone, la monarchie constitutionnelle est une banalité en Europe, que ce soit en Belgique, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, au Danemark, en Norvège... Alors, pourquoi pas chez nous ?* (...) » À ses yeux, le système qu'il défend n'aurait que des avantages : « *Un monarque est au-dessus des partis. Il ne songe qu'à l'intérêt général, car il ne cherche pas à se faire réélire. De surcroît, il bénéficie de la durée et de la stabilité qui, seules, permettent de mener des réformes de fond.* (...) » « *L'Histoire, dit-il, me pose en position d'arbitre et de recours.* »



Mercredis de la NAR :

Le mercredi 8 mai, nous recevons Eric Anceau et Henri Temple pour leur livre *Qu'est-ce qu'une nation en Europe ?*

Dîner sur place après la réunion. Paticipation aux frais 7€

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - Boîte 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 06 43 11 36 90

Directeur de la publication
Yvan Aumont

Directeur politique
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint
Christophe Barret

Rédacteur en chef
Marc Sévrien

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN : 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

Notre-Dame en notre ville

L'incendie de Notre-Dame de Paris a soulevé une intense émotion collective, que nous avons évidemment partagée. Mais ce ne sont pas les sentiments qui ont sauvé la cathédrale – seulement l'action résolue des sapeurs-pompiers et des policiers qui ont assuré le service d'ordre. Et ce ne sont pas les déclarations d'amour à Notre-Dame qui permettront qu'elle soit restaurée mais les architectes des Monuments historiques et les ouvriers agissant sous l'égide du ministère de la Culture. Ils devront tous agir selon les procédures prévues par nos lois et règlements.

Pour que l'on puisse à nouveau prier à Notre-Dame ou simplement l'admirer, il faut en effet la froide raison de l'État, propriétaire de la cathédrale depuis la loi du 9 décembre 1905 et qui a, par conséquent, la charge de la conservation de l'édifice et des réparations. La raison étatique s'accompagne nécessairement de dispositions budgétaires, établies par le gouvernement et votées par la représentation nationale. Ces principes n'auraient pas à être rappelés si le président de la République restait dans son rôle, si le gouvernement exerçait ses responsabilités.

Tel n'est pas le cas. Nous avons vu Emmanuel Macron décider que la « *reconstruction* » ne durerait pas plus de cinq ans et que la cathédrale n'en serait que « *plus belle* », sans attendre les conclusions des architectes et en oubliant que la France a signé la charte de Venise qui dispose que la restauration d'un monument « *se fonde sur le respect de la substance ancienne et de documents authentiques* ».

Ce n'est pas tout. Nous avons appris que les crédits affectés cette année aux réparations de la cathédrale étaient dérisoires et que l'État s'en remettait à la générosité internationale. Puis nous avons vu de très riches capitalistes rivaliser dans les dons pour la restauration de Notre-Dame et provoquer, par leur zèle soudain, l'indignation de ceux qui disent qu'on sauve plus facilement des pierres que les pauvres. Ces polémiques n'auraient pas eu lieu si le budget de l'État permettait, par l'imposition rigoureuse des contribuables les plus riches, de répondre à toutes les nécessités, sociales, culturelles, militaires... On préfère, en haut lieu, invoquer l'austérité et s'en remettre à la

générosité privée pour protéger les vieilles pierres. Le « *loto du patrimoine* » et autres expédients signifient que le gouvernement se défait de ses responsabilités par un chantage : payer de sa poche, ou pleurer sur les ruines.



Or les ruines importent toujours plus qu'elles-mêmes : la destruction atteint le paysage ou la forme de la ville. Nous l'avons toujours su et nous le savons encore mieux aujourd'hui : Notre-Dame est inscrite sur le ciel de Paris, sur une île du fleuve avec ses quais, ses maisons, ses cafés, ses boutiques et la cathédrale forme avec la ville un ensemble indissociable. Les belles villes sont comme les nations : des plébiscites de tous les jours. Les monuments élevés à la gloire de Dieu ou pour le prestige du prince sont toujours offerts au peuple qui consacre la beauté des lieux en venant y prier ou s'y promener. Il faut de la foule, de la vie – tant pis pour les esthètes – et il faut que cette foule, ce peuple, puisse continuer à se trouver bien d'être là, en accord avec l'Histoire, avec l'Esprit ou avec ceux qui viennent boire et danser sur les quais.

Ceux qui crient qu'on donne trop à Notre-Dame doivent être écoutés. Les innombrables discours sur la « *politique de la ville* » et les énormes crédits qui lui ont été consacrés ont abouti à la relégation dans des cités qui sont des anti-cités, dans de « *grands ensembles* » qui nient l'ensemble urbain, dans des zones assorties de ronds-points, polluées par la publicité et agrémentées de « *grandes surfaces* ». Il n'est pas étonnant que la révolte qui secoue la France soit venue des périphéries et que les Gilets jaunes viennent chaque samedi occuper le centre historique des villes.

On ne répondra pas à la colère populaire seulement par l'augmentation du pouvoir d'achat, des offres d'emploi et par le redéploiement des services publics. Sans cesser de veiller sur nos paysages, il faudra transformer en villes les espaces vaguement urbanisés selon notre génie architectural. Pour cette ambition nationale, M. Arnault et ses compères devront subir de très sévères ponctions sur leur capital.

Bertrand RENOUVIN